

lonté, nous avons affecté un million de dollars à cette entreprise. Nous avons recueilli les conseils de partout et obtenu toute l'assistance possible. Aucune compagnie n'ose accepter cette entreprise à moins que nous consentions à en acquitter le coût; encore n'en prévoyons-nous pas le résultat ni ce qu'il en coûtera à la population canadienne. D'autre part, les ingénieurs de mon ministère poursuivent l'étude du projet dans l'espoir de découvrir un moyen de l'exécuter. La première méthode, qui consistait simplement à ancrer le chaland n'a pas réussi. La deuxième, comportant l'utilisation de câbles, a eu quelque succès. D'autres savants étudient la nature du roc pour savoir si, par des tunnels, il ne serait pas possible de le faire sauter. La dernière fois que j'ai assisté à des discussions sur ce point, on a prétendu que le roc était ainsi constitué qu'on ne pourrait y creuser des tunnels pour le faire sauter. On a suggéré d'enlever l'eau au moyen de caissons en ciment, mais personne n'a dit que nous pouvions installer le caisson sur le roc afin de continuer les travaux. Mes conseillers ne connaissent pas de méthode assurant le Gouvernement que les fonds ne seraient pas dépensés en pure perte.

M. REID: Je conclus que le ministre n'a pas l'intention d'abandonner le projet.

L'hon. M. FOURNIER: Non, on l'étudie depuis des années.

M. REID: Je l'informe, lui et ses ingénieurs, que j'ai reçu certains renseignements au sujet du détroit Seymour. J'ignore s'ils sont parvenus au ministère et comme le ministère devrait les connaître je vais les consigner au compte rendu. L'un des entrepreneurs, intéressé à se faire adjudger l'entreprise, a passé beaucoup de temps en chaloupe à ramps dans le détroit de Seymour afin d'obtenir pour sa propre gouverne des données sur la marée. Il m'a dit qu'à son grand étonnement, l'expérience lui avait appris que durant des périodes de huit à dix jours la marée basse durait jusqu'à douze heures, et d'après lui les travaux ne devraient être poursuivis que les jours où la marée est basse pour être interrompus ensuite lorsque la marée est haute; c'est à marée haute que la British Columbia Bridge and Dredging Company avait cherché à exécuter ses travaux.

Chacun sait que l'entrepreneur peut difficilement persuader les hommes de rester sur une drague, tant sont considérables les bruits et la tension des câbles qui maintiennent le chaland en place.

Attendu qu'il s'agit d'une menace perpétuelle à la navigation et aussi que nous avons refusé aux Etats-Unis la permission de la faire disparaître, je voudrais que le ministre...

L'hon. M. FOURNIER: Non.

M. REID: On a dit que les Etats-Unis voulaient, à titre d'entreprise de guerre, enlever cet obstacle.

L'hon. M. MACKENZIE: Parfaitement.

M. REID: Les Etats-Unis ont dit: "Nous l'enlèverons si vous nous le permettez", et nous avons répondu "non". Nous avons fait les fiers alors, disant aux Etats-Unis que nous nous occuperions de nos affaires. Peut-être n'avons-nous pas employé ces termes, mais tel était bien le sens. Allons-nous maintenant dire: "Vous auriez pu l'enlever, mais nous en sommes incapables. Oublions toute cette affaire." Je soutiens que nous devrions montrer plus de fierté.

Une VOIX: Qui a parlé ainsi?

M. REID: Je ne sais trop; sans doute la personne qui nous représentait dans cette affaire.

L'hon. M. FOURNIER: J'ai étudié tous les dossiers de la première à la dernière page: aucun document n'indique que le gouvernement des Etats-Unis s'engageait à exécuter ces travaux. Il y a eu des pourparlers à ce sujet; on voulait savoir s'il était opportun d'entreprendre cette besogne pour la protection des navires de guerre, pendant les hostilités.

M. REID: J'imagine que le ministère des Travaux publics n'a pas été saisi de la question alors.

L'hon. M. FOURNIER: Le comité de guerre du Cabinet en a été saisi.

M. REID: Le ministre a probablement raison de dire qu'il n'y a pas de document de ce genre dans ses archives. Mais il nous a été catégoriquement affirmé d'Ottawa que la proposition venait du gouvernement américain. Certains ministres ont déclaré que le gouvernement américain avait offert au nôtre d'enlever la pierre parce que les navires de guerre remontant le détroit de Seymour en route pour l'Alaska la redoutaient. Cette offre du gouvernement américain, nous l'avons refusée, probablement avec raison, mais notre amour-propre national devrait nous inciter à faire notre possible pour l'enlever, après, bien entendu, une nouvelle étude dans le sens que j'ai indiqué.

M. GREEN: C'est indiscutablement un épineux problème pour nos ingénieurs, mais je crains bien que le ministère ait à peu près abandonné tout espoir de ce côté. Le ministre m'a semblé dire cet après-midi que, si quel'un pouvait découvrir le moyen de l'enlever, le Gouvernement serait enchanté de le faire.